

La conférence n'avait cependant pas pour buts de découvrir des solutions miracles ou de mettre sur pied le programme politique qui viendrait régler, une fois pour toutes, les problèmes du monde. Comme l'a rappelé le Directeur général de l'Institut, M. Geoffrey Pearson, le mandat de son organisation, est simplement de défendre fidèlement les grands principes de la paix et de la sécurité mondiales. La conférence de l'ICPSI visait donc plutôt à sensibiliser et à informer.

La conférence a porté sur les questions de sécurité traditionnelles (diplomatie, conflits régionaux, maîtrise des armements, etc.), sur les questions de développement (pauvreté, population, etc.) et sur l'écologie (dégradation du milieu, éco-développement, etc.). Toutefois, il eût été difficile de classer chacune des présentations sous une seule rubrique, tant les sujets abordés étaient interdépendants. Néanmoins, il était impératif de diviser le rapport d'après des thèmes, afin d'en faciliter la lecture. Les deux grands thèmes de la sécurité diplomatico-militaire et de la sécurité économique et environnementale ont donc été retenus. L'adoption de cette dernière catégorie n'avait pas pour but de créer une fausse dichotomie entre les questions politiques et les «autres», mais elle a été rendue inévitable par le caractère particulièrement inextricable des relations entre le développement et l'environnement, telles que nos participants les ont présentées.

Néanmoins, a estimé M. Lewis, ces facteurs d'optimisme ne doivent pas faire oublier les défis de taille qu'il faudra relever d'ici le vingt et unième siècle, dans le domaine de la sécurité.

Le problème de la pauvreté et du sous-développement n'a pas encore de solution, et il faudra que le prochain président américain, M. George Bush (il devait être élu trois semaines avant l'ouverture de la conférence) affiche le même intérêt à ce sujet que celui de son prédécesseur. Les pays en développement du tiers-monde s'enrichissent rapidement : par exemple, de 1972 à 1980, les dépenses des pays en développement dans les domaines de l'éducation et de la santé ont augmenté de 40 p. 100, si l'on fait exception de l'Inde et de la Chine.

Les pays développés ont investi sur l'Afrique pour donner toute la mesure du problème, en faisant valoir que le milliard d'Africains de l'an 2000 connaîtront un niveau de vie pire que celui existant aujourd'hui, si la dette augmente et si l'aide publique au